



Union communiste internationaliste (trotskyste)

La débâcle américaine en Afghanistan et l'horreur de la domination impérialiste



L'attentat à l'aéroport de Kaboul du 27 août a tué au moins 170 personnes, dont une large majorité d'Afghans. La « guerre contre la terreur » lancée il y a 20 ans par les dirigeants américains, avec le soutien de leurs alliés de l'OTAN, dont la Belgique, se termine dans un chaos sanglant où le terrorisme prospère.

Toutes les armées occidentales, mais aussi les agences de l'ONU, qui ont soutenu cette guerre en prétendant apporter la démocratie et défendre le droit des femmes, abandonnent à présent sans scrupule un grand nombre de leurs employés afghans et de celles et ceux qui avaient cru à la présence durable de l'armée américaine. Et c'est toute la population afghane qui se retrouve sous la domination des talibans.

L'armée américaine prétendait combattre ces bandes armées réactionnaires qui veulent réimposer leur dictature sur le peuple afghan et en particulier sur les femmes. Mais ce sont les dirigeants américains eux-mêmes qui les ont fabriqués de A à Z. À la fin des années 1970, ils ont financé et armé les milices islamistes qui combattaient l'occupation soviétique en

Afghanistan. Ces milices se sont retournées contre les USA, au point de parvenir une première fois au pouvoir. Mais après en avoir été chassées, les vingt ans d'occupation militaire américaine les ont remises en selle, et les revoilà au pouvoir.

Alors qu'ils ont dépensé des milliards de dollars dans cette guerre, les États-Unis ont été incapables d'organiser le sauvetage de tous les Afghans qui le souhaitent. Qu'aurait coûté la mise en place à temps d'un pont aérien pour les sauver ? Une goutte d'eau en comparaison des sommes dépensées en bombes et autres engins de guerre.

Mais il n'y avait aucune illusion à se faire quand on voit que les États-Unis ne sont même pas capables d'aider la population haïtienne qui se trouve à quelques centaines de kilomètres des côtes américaines et vient d'être frappée par un tremblement de terre. Tout comme, ils n'ont pas été capables de l'aider, il y a dix ans lors du précédent tremblement de terre qui avait fait 200 000 morts et détruit toute la capitale d'Haïti. Là encore, une infime partie de l'argent dépensé par l'armée américaine pour tuer, détruire et incendier en Afghanistan aurait suffi pour rebâtir ce petit pays, le plus pauvre du continent américain, et ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui, même partiellement.

Dans cette guerre d'Afghanistan, les armées européennes et belge n'ont joué qu'un rôle de larbin à côté de l'impérialisme américain. Mais elles sont intervenues également contre l'Irak, la Syrie, la Libye, et même au Mali, en soutien de l'impérialisme français. Avec toujours les mêmes souffrances infligées aux populations locales et le même résultat désastreux prévisible.

Voilà ce qu'est la domination impérialiste sur le monde, dans toute son horreur.

Tout ce qui se passe en Afghanistan nous concerne, nous travailleurs d'ici, aussi parce que les dirigeants occidentaux qui sont les premiers responsables du chaos là-bas vont s'en servir contre nous. À peine les talibans avaient-ils remis un pied à Kaboul que nos dirigeants politiques agitaient le spectre d'une nouvelle vague migratoire qu'ils disent vouloir stopper.

Aucune frontière n'arrêtera ces êtres humains qui fuient la mort et veulent sauver leur vie et celle de leurs enfants. Un point de vue humain élémentaire voudrait qu'ils puissent s'installer là où ils le souhaitent et, pour certains, rejoindre des amis ou des membres de leur famille qui ont déjà émigré. Mais, comme l'a rappelé le cynisme avec lequel le gouvernement De Croo a traité les 400 migrants grévistes de

la faim, ou la volonté de renvoyer les réfugiés afghans dans leur pays alors même que les talibans étaient en train de reprendre le pouvoir, nos dirigeants préfèrent utiliser les migrants comme des boucs-émissaires sur lesquels détourner le mécontentement.

En Belgique comme dans tout l'Occident, les gouvernements vont chercher à diviser encore plus les travailleurs, en stigmatisant nos camarades qui viennent d'Afghanistan, mais aussi tous ceux qui sont originaires de régions arabes, turques ou en général de religion musulmane. Alors, il ne faut pas que les travailleurs se laissent abuser ni se trompent d'adversaires.

Réaliser l'émancipation collective des travailleurs et celle de la société du joug de l'exploitation capitaliste signifie aussi renverser le pouvoir de l'impérialisme ici en Europe, comme aux États-Unis et dans les autres pays impérialistes. Et ces deux tâches n'en font qu'une.

Les sinistrés livrés à eux-mêmes

Des milliers de familles ont perdu leur logement dans les inondations et la question de leur relogement se pose avec urgence. Liège en compte au moins 13 000, Verviers, 10 000, Pepinster 2 000... Le nombre total de sinistrés est cependant encore bien plus élevé, car de nombreux ménages sont privés de gaz et d'électricité.

Certains ont été recueillis par la famille, des amis, ou ont été hébergés dans des internats scolaires, des logements pour étudiants. Ces solutions ne peuvent durer au mieux que quelques semaines.

Les représentants du gouverne-

ment promettent que 2 milliards d'euros seront consacrés à la reconstruction et distribuent... des paroles sur la relance de la Wallonie ou sur un urbanisme adapté aux inondations. Cet argent arrivera certainement dans les poches de l'un ou l'autre entrepreneur, mais que vont devenir les sinistrés ?

Il est question de camping-cars et de containers maritimes reconditionnés en logement. Mais des fabricants préviennent déjà que, vu les pénuries de matériaux du secteur de la construction, les modules ne seront pas livrés avant 6 mois. Et bien sûr, ces entreprises ne livrent rien sans profit à la clé.



Le gouvernement propose également de donner la priorité aux sinistrés pour l'accès aux logements sociaux. Mais il n'y a que 400 logements disponibles pour toute la Wallonie... et 39 000 familles en attente. Rien que ces chiffres en disent long sur la façon dont le gouvernement a l'habitude de traiter l'urgence des besoins en logements de la population !

Et comme toujours, pour les travailleurs c'est la double peine. Car beaucoup de ceux qui dépendent d'un salaire, sont en plus confrontés à l'angoisse de perdre leur emploi. Comment se rendre au travail sans voiture alors que les transports en commun sont depuis longtemps réduits à leur plus simple expression ?

Quant à ceux qui travaillent dans une entreprise locale, comme par exemple, à la câblerie d'Eupen, une usine sinistrée qui emploie 800

personnes, ils se demandent si l'entreprise rouvrira un jour !

Pour avoir accès au fond des calamités, il ne suffit pas d'être en détresse, il faut déjà dépendre du CPAS et ces personnes ne pourront certainement pas prétendre à beaucoup. Aucune aide ne viendra de ce côté pour les travailleurs en activité, au chômage, à la mutuelle ou pensionnés.

Avec leurs moyens souvent réduits, les communes ne peuvent venir en aide aux sinistrés. Et les plus pauvres parmi eux doivent même s'attendre de leur part à des coups supplémentaires. Comme à Esneux où la bourgmestre MR a profité de la situation pour exproprier les résidents permanents du camping sous prétexte que les terrains sont en zone inondable, sans aucune solution de relogement !

Il existe pourtant en ce moment même des milliers de logements disponibles correctement équipés qui peuvent accueillir dès demain les familles sinistrées. Mais il s'agit des résidences secondaires de familles riches, ou de villas luxueuses qui sont réservées à ceux qui ont les moyens de les payer.

Il est hors de question pour les gouvernements d'y toucher. De même qu'il est hors de question de mettre à contribution les milliardaires de la soi-disant "équipe de 11 millions" ! Notamment pour embaucher avec des salaires et des conditions de travail correctes le nombre de travailleurs nécessaires pour reconstruire rapidement les logements détruits et de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir une meilleure protection de la population contre la prochaine inondation qui ne manquera pas d'arriver.

Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Les gouvernements gèrent cette crise de la même façon qu'ils ont géré la pandémie : soumis aux intérêts des riches et à la sacro-sainte propriété bourgeoise.

Celles et ceux qui aident aujourd'hui leurs voisins à nettoyer et à déblayer les rues, comme celles et ceux qui n'ont pas compté leurs heures pour aider face à la pandémie, ont chaque jour des raisons supplémentaires de se révolter contre cette société capitaliste. Une société qui dispose de moyens comme jamais auparavant, mais incapable de garantir un toit à tout le monde ! *Publié sur fb le 31/07/2021*

Les profits des assureurs « assurés » par le gouvernement wallon...

Le coût des indemnités pour les sinistrés des inondations ayant souscrit à une assurance est évalué à 1,7 milliards d'euros. Or les assureurs n'en payeront que 560 millions. Le reste, soit 70% de la facture, sera payé par le gouvernement wallon... c'est-à-dire les impôts de la population ! Voilà le résultat de l'accord intervenu entre le gouvernement wallon et Assuralia, l'union des compagnies d'assurances. Grands seigneurs, les assureurs privés avancent « à zéro % » l'argent que le gouvernement wallon déboursa pour indemniser les sinistrés à leur place.

Les dividendes des actionnaires des compagnies d'assurances sont donc « assurés » par le gouvernement wallon, sans même qu'elles aient eu besoin de souscrire à une police d'assurance pour cela.

Publié sur fb le 14/08/2021

Et pour les non-assurés ?

Le ministre-président du gouvernement wallon, Elio Di Rupo a répondu : « ce sera un peu plus long », « on travaille sur le sujet », « on

n'en connaît pas le nombre », etc. Ça s'appelle noyer le poisson !

Le chef du gouvernement se justifie : « les assureurs ont la pratique d'indemniser, les experts... Nous, nous devons tout inventer pour les personnes non-assurées ». Donc le gouvernement paye 1,2 milliards à la place des assureurs, mais il ne compte même pas les mettre au travail ?

En tout cas, pour rassurer les assureurs, le gouvernement est expert !

Pourquoi des assureurs privés ?

En Belgique, une loi fédérale votée au début des années 2000 limite les indemnités versées par les assurances en cas de catastrophe naturelle « pour éviter une banqueroute des compagnies d'assurance ». Comme le rappelle encore une fois l'exemple des inondations en Wallonie, ce sont donc les gouvernements qui jouent le rôle d'assureurs dans ces cas-là... du moins pour ceux qui ont les moyens de se payer une assurance !

Un système plus juste et moins coûteux – car on ne devrait plus payer le profit des capitalistes – serait de supprimer les assureurs privés et de créer une assurance publique couvrant tous les risques pour toutes les personnes.

Faire de la télé avec des cacahuètes ?

Mardi 31 août, le personnel de la RTBF fait grève. Les dernières embauches statutaires ont eu lieu entre 1995 et 2001. Comme dans beaucoup d'autres entreprises, la précarité est devenue la normalité pour les techniciens, cameramen, journalistes... de la chaîne publique. Un jour la révolte de tous les précaires ?



Les dividendes ne font pas voler les avions

Un préavis de grève a été déposé par le personnel de cabine chez Brussels Airlines. Le sous-effectif provoque des horaires hyperflexibles et intenable, au point qu'un nombre croissant de travailleuses et travailleurs tombent malades.

Brussels Airlines a reçu 290 millions d'euros de subventions de la part du gouvernement belge. Pour la Lufthansa, la maison mère, le pactole s'élève même à 9 milliards de la part du gouvernement allemand !

Pour maintenir des emplois ? Non. Brussels Airlines supprime un quart des 4 000 emplois, chez Lufthansa, on parle de plus de 10 000 suppressions d'emplois et une baisse des salaires de 20% !

Faire payer les actionnaires, il n'y a pas d'autre solution !

Derrière le rideau : des nouvelles attaques contre les pensions en préparation

L'annonce de la réforme des pensions et des fins de carrière par la ministre Lalieux (PS) est prévue pour la semaine de la rentrée.

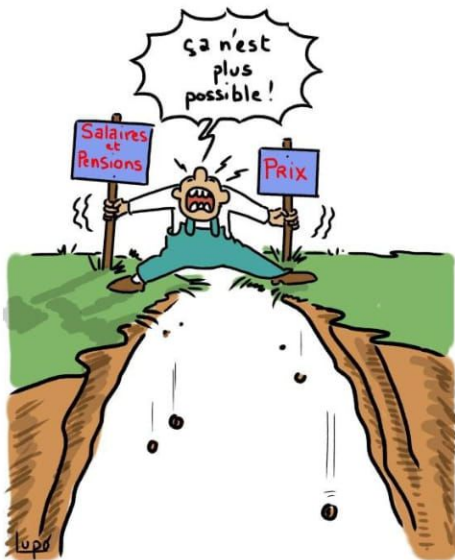
PS et MR essaient tous deux de noyer le poisson : le premier prétendant qu'il s'agit d'une réforme « indolore » et tellement meilleure que la réforme voulue par le MR, sans cependant préciser comment la financer ou l'imposer au patronat, le deuxième accusant le PS d'irréalisme socialiste...

Pendant que les bouffons amusent la galerie, en coulisse on applique la politique voulue par le patronat : travailler plus et gagner moins pour suer plus de profits.

Les salaires doivent augmenter !

La FGTB annonce une manifestation nationale pour le 24 septembre avec comme mot d'ordre « la loi sur la marge salariale écrase nos salaires ».

Même si on ne peut guère faire confiance aux directions syndicales pour défendre les intérêts des travailleurs, il faudra y aller nombreux. Nombreux pour dire notre colère et préparer une lutte déterminée pour nos salaires et nos emplois que les patrons écrasent sous prétexte de crise, de pandémie, de loi... mais toujours pour leurs profits.



Spéculation indigeste

À cause de la sécheresse au Canada, ou des champs trop arrosés en France, la récolte en blé dur, principal ingrédient des pâtes, serait mauvaise. Le risque de pénurie entraîne dès maintenant la hausse des prix. Mais là, les conditions naturelles ne sont pas en cause. Comme pour toutes les matières premières agricoles, le prix du blé dur est fixé par les marchés financiers. Les banques et autres fonds spéculatifs, parient sur la hausse des prix et l'aggravent. Les populations sont victimes des manipulations financières, en payant plus cher un aliment de base.

Les capitalistes profitent ainsi des conséquences du réchauffement climatique dont ils sont les principaux responsables.

Lutte ouvrière France

Toujours trop cher



La Ligue des familles a publié son étude sur les coûts scolaires. Résultat : l'école coûte toujours trop cher pour les parents !

1 200 euros pour une année en primaire, 1 500 euros en secondaire, plus de 2 000 en secondaire technique...

Des familles témoignent rogner sur leur nourriture pour payer l'école, d'autres que leur enfant en souffre, gêné de ramener les factures à la maison ou en subissant des vexations.

De plus, ces rapports d'argent nuisent à la relation entre les familles et l'école car les familles doivent tout dire de leurs difficultés pécuniaires pour obtenir de l'aide au lieu de pouvoir simplement parler du développement de leur enfant.

Alors que des fortunes s'érigent à un pôle de la société, assurer un enseignement gratuit et de qualité à tous les enfants n'est toujours pas une priorité !

Une histoire de piscines

Une famille a témoigné auprès de la Ligue des familles que son enfant avait dû rester sur le bord de la piscine, à regarder les autres nager, car il n'avait pas su payer la natation.

Les milliardaires eux, ont leur propre piscine, dans leurs villas de luxe.

Sinistre rentrée

Les écoles sinistrées par les inondations de l'été ont pu compter sur l'aide et la solidarité de nombreux professeurs ou voisins venus aider à nettoyer et réparer les dégâts.

Le ministre des bâtiments scolaires s'est contenté d'une avance de trésorerie de 5 millions d'euros, sous forme de prêt à 0 % aux écoles en attendant l'indemnité des assurances.

Une dizaine d'écoles seraient encore dans l'incapacité de rouvrir, mais dans quelles conditions les autres vont-elles assurer la rentrée ?

Le syndicat CGSP Enseignement a fait un appel aux dons en argent ou en matériel à ses affiliés. Alors oui, la solidarité est juste et nécessaire, mais appeler aux dons alors que l'Etat dilapide l'argent public en achat de matériel de guerre et en subventions aux plus riches, c'est choquant !

Le plus urgent et nécessaire c'est d'organiser les luttes pour aller prendre l'argent là où il est !

A bas les frontières et les murs



L'union européenne dresse de plus en plus de murs et de barbelés face aux migrants. Ainsi la Grèce vient d'achever la construction d'un mur long de 40 km sur sa frontière avec la Turquie ; la Pologne a commencé à ériger une clôture en barbelés le long de la frontière biélorusse ; et la commission européenne s'est déclarée favorable à la construction d'un mur de plus de 500 km à la frontière entre la Lituanie et le Bélarus.

Les pays européens consacrent des dizaines de millions d'euros à dresser des barrières devant les réfugiés et à faire construire des camps dans des pays comme la Grèce et la Turquie où l'on enferme des centaines de milliers de migrants dans des conditions sordides.

Ces obstacles n'empêcheront pas, mais rendront encore plus dangereux le périple des migrants, comme celui des Afghans menacés par les talibans, qui fuient la violence et la misère dont les puissances impérialistes, parmi elles la Belgique, sont responsables.

« Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage » (Jean Jaurès)



Biden accuse la Chine de cacher des informations sur l'origine du coronavirus. Pékin garde sans doute secrètes des informations. Mais Washington n'a pas de leçon à donner en la matière, avec ses 800 bases militaires réparties dans des dizaines de pays et ses moyens déployés pour espionner la planète, comme les écoutes de la NSA révélées en 2015.

Le discours de Biden est dans la droite ligne de ceux de Trump : présenter la Chine comme la menace pour la paix dans le monde, propagande relayée dans tous les pays occidentaux comme la France. Ce sont pourtant les pays impérialistes, États-Unis en tête, qui répandent la guerre sur tous les continents.

L'Afghanistan l'illustre de façon dramatique.

Lutte ouvrière France

Afrique, pas d'argent, pas de profit, pas de vaccins

Réunis, les ministres de la santé africains, membres de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) ont déploré « les inégalités choquantes » d'accès aux vaccins contre le Covid 19. Faute de doses disponibles, seuls quatre pays africains n'ont pu vacciner qu'à peine 10 % de leur population.

La solidarité mondiale, le partage d'informations, de ressources, de technologie et d'outils de production, réclamés par le directeur général de l'OMS ne sont pas la priorité des grandes puissances et des trusts qui les dominent.

Les trusts pharmaceutiques, qui détiennent les brevets et les usines, ont privilégié la production à destination des pays riches qui peuvent payer.

Pour se donner les moyens de combattre la pandémie, il faut combattre l'infection au capitalovirus.

Algérie : hôpitaux saturés et solidarité populaire

Si les personnels des hôpitaux publics sont débordés et démunis sous la poussée du variant delta, ils sont avant tout victimes d'un pouvoir qui a laissé se dégrader ces établissements au profit des cliniques privées. Tout manque, le personnel, le matériel et le précieux oxygène nécessaire aux malades gravement atteints. La population écœurée et n'attendant rien d'un pouvoir qu'elle rejette, a, dans un élan de solidarité, multiplié les initiatives pour collecter des fonds, du matériel et des médicaments. Les travailleurs et les classes populaires sont les seuls à déplorer l'état lamentable des hôpitaux, les seuls à chercher vraiment des solutions, car les privilégiés du régime, à commencer par le président Abdelmadjid Tebboune, se font soigner dans les meilleurs hôpitaux d'Europe.

Il ne peut y avoir de système de santé publique de qualité dans une société dominée par une classe bourgeoise qui s'accapare les richesses.

Pour pouvoir se soigner et vivre dignement, les travailleurs doivent lui ôter son pouvoir de nuisance et diriger eux-mêmes la société.

Lutte ouvrière France

Les travailleurs ne sont pas responsables de la pénurie de puces électroniques

La course à la productivité, la concurrence et la recherche du profit maximum font que l'ensemble de l'industrie mondiale, notamment automobile, se retrouve face à une pénurie de semi-conducteurs depuis près d'un an.

À force de pousser les entreprises d'électronique à ajuster à la baisse leurs moyens de production pour les faire tourner à plein régime, afin de faire des économies et d'en tirer le maximum de profit, voilà aujourd'hui les actionnaires des grands groupes rattrapés par les aberrations du système capitaliste. C'est le serpent qui se mord la queue !

Lutte ouvrière France

L'argent doit changer de mains

Comme beaucoup d'entreprises, les constructeurs automobiles... ont augmenté leur rentabilité en pleine pandémie ! Toyota annonce un bénéfice de 9,2 milliards pour la première moitié de l'année, PSA-Stellantis, 5,8 milliards, VW 11 milliards. D'où viennent ces profits ? De l'exploitation accrue des travailleurs, alors que de nombreux postes d'intérimaires n'ont pas été remplacés et que les cadences de production ont été maintenues. Mais aussi des subventions publiques dispensées par dizaines de milliards vers les entreprises et leurs actionnaires. Aucun miracle économique là-dedans, juste un rapport de force en faveur des capitalistes... qu'il faudra inverser, c'est vital pour les travailleurs.

« Métiers en pénuries » : payez donc les salaires !

Soudeurs, tuyauteurs, monteurs métalliques... tous ces métiers sont classés comme « en pénurie ».

Pourtant, dans l'industrie et le bâtiment, c'est le règne de la sous-traitance et donc des contrats de courtes durées.

Résultat : les patrons tirent parti de la précarité pour ne pas payer l'intégralité des salaires. C'est si facile !

Souvent, les travailleurs ne reçoivent que très tardivement, après de nombreuses réclamations, leurs fiches de paye. Sur ces fiches, les nombreuses heures supplémentaires ne sont pas comptabilisées. Il faut prendre des photos en douce des feuilles ou les carnets de pointage pour pouvoir contester les calculs du patron.

Malgré cela, les travailleurs se retrouvent rapidement, même pour des contrats de quelques mois, à devoir réclamer des impayés pour des montants importants : 100 heures, 150 heures voire davantage !

C'est si fréquent que les organisations syndicales refusent d'entamer des démarches pour aider les salariés à récupérer des montants inférieurs à 1 000 euros.

Un soudeur témoigne :

« A la fin d'une mission, je m'étonne lorsque mon salaire est payé intégralement. C'est devenu l'exception. Au contraire, je m'attends toujours à devoir me bagarrer pour récupérer mon dû. J'ai même dû apprendre le jargon juridique pour pouvoir mettre l'employeur en demeure, lui on son donneur d'ordre. »

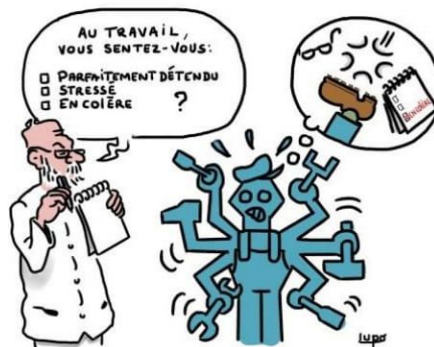
Oui, disposer de ses brevets de soudure au TIG en tuyauterie ne suffit pas, il faut aussi être son propre avocat.

Mais en fait, il faudrait se mettre tous ensemble pour prendre ces voleurs de patrons au collet !



Une travailleuse de la restauration témoigne

« Après presque un an et demi de chômage Covid, on était content de reprendre le travail mais cela n'a pas duré. La chaîne de restaurants pour laquelle je travaille en a profité pour diminuer le personnel dans chacun de ses restaurants. Résultat, c'est le chaos. Chaque jour, on improvise car le personnel n'a pas été prévu sur certains postes. Les chariots de vaisselles s'entassent au point qu'il n'en reste plus un seul de disponible pour débarrasser les tables en salle. Les files s'allongent à la caisse car il n'y a qu'une seule personne pour encaisser. On court dans tous les sens et on est déjà épuisé alors que cela fait à peine deux mois que l'on a recommencé. »



Brèves Audi Bruxelles

Pensée de fin de vacances :

A peine rentrés, c'est l'augmentation des cadences. C'est quoi cette vie ?

Chantage patronal

La direction laisse entendre que c'est soit l'augmentation des cadences soit des samedis travaillés. Choisir entre la peste et le choléra ? On aura les cadences, des samedis et du chômage. A moins qu'on choisisse de défendre nos vies contre leurs profits !

Pour qui on sue

Pour la première moitié de l'année, le groupe VW annonce 11 milliards d'euros de bénéfice. Cela fait 42 200 € à la minute, 24h sur 24, 7 jours sur 7... que les actionnaires tirent de l'exploitation de nous tous.

Contre les pénuries, prendre sur le stock des profits

VW, PSA-Stellantis, Renault, Toyota,... tous les constructeurs automobiles sont confrontés à des pénuries de composants électroniques, et tous en font payer les conséquences aux travailleurs. Les jours chômés alternent avec des samedis de travail obligatoire, les cadences augmentent pour envoyer des voitures à moitié montées rejoindre des parkings de stockage déjà pleins comme des œufs. Ceux qui ont encore un contrat n'ont plus de vie de famille, ceux qui n'ont plus de contrat ne peuvent plus faire vivre leurs familles. Quelle aberration ! Et tout cela, pour faire monter les actions, flamber les salaires des PDG ! Il faut prendre sur les profits de ces égoïstes de quoi payer les salaires de tous les CDI et intérimaires en répartissant le travail disponible entre tous.

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !